



KPMG SA  
36 Rue Eugène Jacquet  
59700 Marcq en Baroeul

# Institut de Genech

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2022  
Institut de Genech  
rue de la Libération 59242 GENECH

KPMG SA  
société française membre du réseau  
KPMG constitué de cabinets indépendants  
adhérents de KPMG International Limited,  
une société de droit anglais ("private  
company limited by guarantee").

SA  
Société de commissariat aux comptes  
Siège social : Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
775726417 RCS NANTERRE



**KPMG SA**  
36 Rue Eugène Jacquet  
59700 Marcq en Baroeul

## **Institut de Genech**

rue de la Libération 59242 GENECH

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 août 2022

À l'assemblée générale de l'association Institut de Genech,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Institut de Genech relatifs à l'exercice clos le 31 août 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er septembre 2021 à la date d'émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;



**Institut de Genech**

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels  
31 août 2022

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marcq en Baroeul, le 15 décembre 2022

KPMG SA

Matthieu PINERO

Associé

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>543 081</b>	<b>374 488</b>	<b>168 593</b>	<b>148 011</b>
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	543 081	374 488	168 593	148 011
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>65 539 991</b>	<b>36 128 291</b>	<b>29 411 700</b>	<b>25 976 634</b>
Terrains	96 208	0	96 208	96 208
Constructions	44 979 215	23 490 445	21 488 770	20 962 379
Installations techniques, matériel et outillage industriels	6 876 322	5 148 027	1 728 294	1 332 919
Autres immobilisations corporelles	9 500 911	7 489 818	2 011 093	1 911 210
Immobilisations corporelles en cours	3 583 208	0	3 583 208	1 610 237
Avances et acomptes	504 127	0	504 127	63 679
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>				
<b>Immobilisations financières</b>	<b>2 494 592</b>	<b>8 532</b>	<b>2 486 060</b>	<b>2 464 632</b>
Participations et Créances rattachées	2 464 836	0	2 464 836	2 446 305
Autres titres immobilisés	14 467	762	13 704	13 547
Prêts	7 770	7 770	0	0
Autres	7 520	0	7 520	4 780
<b>Total I</b>	<b>68 577 664</b>	<b>36 511 311</b>	<b>32 066 353</b>	<b>28 589 277</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours	411 845	0	411 845	382 678
Avances et acomptes versés	31 976	0	31 976	1 116
Créances			0	
Créances clients, usagers et comptes rattachés	4 238 125	602 828	3 635 297	3 784 071
<i>Créances reçues par legs ou donations</i>			0	
Autres	1 781 732	5 000	1 776 732	939 500
Valeurs mobilières de placement			0	
Instruments de trésorerie			0	
Disponibilités	3 816 535	0	3 816 535	3 942 623
Charges constatées d'avance	355 068	0	355 068	413 784
<b>Total II</b>	<b>10 635 281</b>	<b>607 828</b>	<b>10 027 453</b>	<b>9 463 773</b>
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>79 212 945</b>	<b>37 119 139</b>	<b>42 093 806</b>	<b>38 053 050</b>

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
<b>FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS</b>		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise	602 088	602 088
Fonds propres avec droit de reprise	999 762	999 762
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Autres fonds associatifs (partie 1/2)		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	1 849 856	2 094 780
Autres	2 591 633	2 591 633
Report à nouveau	9 441 934	8 161 008
Excédent ou déficit de l'exercice	783 896	1 036 002
<b>Situation nette (sous total)</b>	<b>16 269 168</b>	<b>15 485 272</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	5 469 755	5 008 933
Provisions réglementées		
Autres fonds associatifs (partie 2/2)		
<b>Total I</b>	<b>21 738 923</b>	<b>20 494 205</b>
<b>FONDS REPORTEES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
<b>Total II</b>		
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	100 000	100 000
Provisions pour charges	490 000	522 299
<b>Total III</b>	<b>590 000</b>	<b>622 299</b>
<b>Fonds dédiés</b>		
- sur subventions de fonctionnement		
- sur autres ressources		
<b>Total III bis</b>		
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	11 855 584	10 216 557
Emprunts et dettes financières diverses	72 139	71 743
Avances et acomptes reçus	612 906	503 163
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	2 783 223	3 243 528
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 043 787	1 147 261
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	942 131	890 784
Autres dettes	2 194 189	673 509
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	260 924	190 001
<b>Total IV</b>	<b>19 764 883</b>	<b>16 936 546</b>
Ecarts de conversion Passif (V)		
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)</b>	<b>42 093 806</b>	<b>38 053 050</b>

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	567 351	549 867
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	9 708 747	8 085 574
Production stockée	13 605	19 291
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation		
Subventions	741 044	466 513
Produits liés à des financements réglementaires	22 498 987	20 187 836
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Contributions financières		
<b>Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges</b>	318 170	268 783
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits		
Autres produits	13 428	924
<b>Total I</b>	<b>33 861 331</b>	<b>29 578 789</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises	177 525	162 394
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	17 704 705	14 498 721
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	821 141	724 694
Salaires et traitements	8 865 746	7 735 999
Charges sociales	2 904 696	2 588 982
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	2 584 064	2 487 220
Dotations aux provisions	379 415	240 439
Reports en fonds dédiés		
Autres charges		
Aides financières	0	4 011
Autres charges	200 597	111 406
<b>Total II</b>	<b>33 637 889</b>	<b>28 553 866</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>223 443</b>	<b>1 024 923</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation	80	1 072
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	2 949	4 478
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	18 531	
Différences positives de change	0	14
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total III</b>	<b>21 560</b>	<b>5 564</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	168 383	186 772
Différences négatives de change	652	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total IV</b>	<b>169 035</b>	<b>186 772</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>-147 475</b>	<b>-181 207</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)</b>	<b>75 968</b>	<b>843 716</b>

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion	180 128	252 542
Sur opérations en capital	633 479	514 460
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>Total V</b>	<b>813 607</b>	<b>767 002</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion	38 004	470 820
Sur opérations en capital	67 675	103 896
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
<b>Total VI</b>	<b>105 679</b>	<b>574 716</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>707 928</b>	<b>192 286</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>34 696 498</b>	<b>30 351 355</b>
<b>Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>33 912 602</b>	<b>29 315 353</b>
<b>SOLDE INTERMEDIAIRE</b>		
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
- Engagements à réaliser sur ressources affectées		
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>783 896</b>	<b>1 036 002</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>		
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>		



# *Association Institut de Genech*

*Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos  
le 31/08/2022*

*Montants exprimés en EUR*

## Table des matières

1	Objet social	3
2	Nature et périmètre des activités et moyens mis en œuvre	4
3	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	5
3.1	Faits caractéristiques de l'exercice	5
3.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	5
4	Principes et méthodes comptables	6
4.1	Principes généraux	6
4.1.1	Changement de méthode comptable	6
4.1.2	Changements d'estimation	6
4.1.3	Corrections d'erreurs	6
4.2	Dérogations	6
4.3	Principales méthodes comptables	6
5	Informations relatives aux postes du bilan	7
5.1	Actif immobilisé	7
5.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	7
5.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	9
5.1.3	Informations relatives aux filiales et participations	10
	Actif circulant	11
5.1.4	Stocks et en cours	11
5.2	Fonds propres	12
5.2.1	Tableau de variation des Fonds propres	13
5.2.2	Subventions d'investissement	14
5.3	Tableaux de variation des provisions pour risques et charges	15
5.4	Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés	15
5.5	Dettes	16
5.5.1	Emprunts et autres dettes assimilés	16
5.5.2	Autres dettes	16
6	Informations relatives au Compte de résultat	17
6.1.1	Ventes de biens et de services	17
6.1.2	Produits de tiers financeurs	17
6.2	Charges du compte de résultat	18
6.2.1	Salaires et traitements, charges sociales	18
6.3	Résultat Financier	18
6.4	Résultat Exceptionnel	19
6.5	Contributions volontaires en nature du compte de résultat	20
6.1	Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat	21
6.2	Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)	21
7	Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	22
7.1	Engagements financiers donnés et reçus	22

## **1**      **Objet social**

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

L'association a pour objet d'assumer la responsabilité, dans les cadres législatifs et réglementaires en vigueur, et dans le respect des textes fondamentaux de l'Enseignement catholique, d'établissements de formation permettant d'offrir à des jeunes en formation scolaire et supérieure, en apprentissage et à des adultes, une formation générale, technologique et professionnelle.

Elle assume notamment la responsabilité :

- de deux établissements qui remplissent les missions définies à l'article L 813-1 du code rural, dont le contrat avec l'Etat est régi par les articles L.813-1 et R.813-1 et suivants du code rural, situés à Genech et Bavay respectivement ,
- d'un CFA dont le contrat avec l'Etat est régi par les articles du Livre II de la Sixième Partie du Code du Travail,
- d'un lycée d'enseignement général relevant du ministère de l'Education nationale et dont le contrat avec l'Etat est régi par les articles du titre IV du livre IV du code de l'Education.

L'association, à travers les établissements dont elle a la responsabilité, contribue au développement personnel des élèves, étudiants, apprentis et stagiaires de la formation professionnelle, à l'élévation et l'adaptation de leur niveau de formation et de qualification, ainsi qu'à leur insertion sociale et professionnelle.

Par son objet l'association contribue à l'animation et au développement des territoires, ainsi qu'aux activités de développement, d'expérimentation et de recherche appliquée, dans les domaines liés aux formations qu'elle assure et de coopération internationale.

Pour réaliser son objet, l'association peut également passer contrat ou convention avec des collectivités territoriales ainsi qu'avec tout organisme public ou privé concourant même partiellement à son objet.

## 2 Nature et périmètre des activités et moyens mis en œuvre

**Le groupe est constitué d'un lycée agricole sous contrat ministère de l'agriculture, un lycée général sous contrat ministère de l'éducation nationale, un CFA, et un centre de formation continue. Une EURL Genech Conseil et une SCI sont rattachées à l'Institut.**

Au total, l'institut est organisé en 8 unités sur 3 sites :

Un collège

Un lycée professionnel (site de Genech)

Un lycée technologique

Un lycée général

Un pôle d'enseignement supérieur

Un lycée professionnel sur le site de Bavay

Genech Formation (apprentissage et formation continue à Lesquin)

Le siège du CFA ECCLOR qui gère 22 UFA au 1/1/2022 en France

Lycée d'enseignement général (Ministère de l'éducation Nationale)

Formation initiale scolaire temps plein - Genech 786 élèves

Lycée d'enseignement Agricole Privé (ministère de l'Agriculture)

Formation initiale scolaire temps plein - Genech

1527 élèves et étudiants (dont 436 rattachés au LEG)

Hors étudiants en post-BTS, licence professionnelle...

Centre de Formation d'Apprentis (CFA ECCLOR)

2277 apprentis répartis dans 22 unités de formation par apprentissage, dont l'UFA de Lesquin (Genech Formation) au domaine d'Engrain et l'UFA de Bavay

UFA de Lesquin : Genech Formation

Formation Initiale en Alternance (Apprentissage), 500 apprentis

Formation Adulte à Lesquin, 200 adultes (formation continue et formations courtes)

Site de Bavay

124 élèves et 76 apprentis

Filiales

EURL Genech Conseil, Formation de salariés et chefs d'entreprise

Société Civile Immobilière d'Engrain, (Lesquin) - SCI

### **3      Faits caractéristiques significatifs, de l'exercice et postérieurs à la clôture**

#### **3.1    *Faits caractéristiques de l'exercice***

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler durant l'exercice.

#### **3.2    *Faits caractéristiques postérieurs à la clôture***

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice

## **4 Principes et méthodes comptables**

### **4.1 Principes généraux**

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

#### **4.1.1 *Changement de méthode comptable***

Notre entité n'a pratiqué aucun changement de méthode comptable

#### **4.1.2 *Changements d'estimation***

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

#### **4.1.3 *Corrections d'erreurs***

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative

### **4.2 Dérogations**

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

### **4.3 Principales méthodes comptables**

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

- le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1 ;
- la comptabilisation à l'actif des droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'actif conformément aux articles 213-8, 213- 22, 221-1 et 222-1.

## 5 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'évènements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

### 5.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 6.1.2.3.

#### 5.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Rubriques	Valeurs brutes au 01/09/2021	Augmentations	Diminutions	Valeurs Brutes au 31/08/2022
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	494 941	48 140		543 081
Terrains	96 208	0		96 208
Constructions	44 032 367	1 843 364	896 516	44 979 215
Installations techniques, matériel et outillage industriels	6 324 227	776 522	224 427	6 876 322
Autres immobilisations corporelles	8 765 989	1 025 942	291 020	9 500 911
Immobilisations financières	2 491 695	3 278	380	2 494 593
Total	62 205 426	3 697 246	1 412 343	64 490 329

Les principaux investissements réalisés au cours de l'exercice sont notamment représentés par

Désignation	Investissements Directs
Construction 4 classes enseignement supérieur.....	587.644,91 €
Préaux et Cage élévateur CDI.....	314.613,71 €
750 Tablettes élèves.....	294.262,33 €
Rénovation Sanitaires internat verger.....	284.203,90 €
Rénovation Sanitaires internat Bâtiments A,B,C,D,E et F.....	161.296,56 €
TOTAL	----- 1.642.021,41 €

Le total des investissements s'est élevé à 3.600.920,47 euros pour l'Institut augmenté de 93.047,88 euros pour Bavay soit un total de 3.693.968,35 euros auquel s'ajoutent les immobilisations en cours au 31 août 2022 soit 3.583.208,27 €, à savoir pour les principales :

- Construction Bâtiment Equin pour le CFA : 1.518.244,10 €
- Construction Bâtiment Agora Easy-Learning : 580.673,45€
- Construction Fromagerie : 536.919,10 €
- Tablettes Elèves : 276.775,55 €
- Panneaux Photovoltaïques : 200.770,16 €



Les sorties de l'exercice se sont élevées à 1.411.962,86 € :

Désignation	Sorties
CONSTRUCTIONS.....	861 298,92 €
AGENCEMENTS ET INSTALLATIONS.....	35.216,66 €
MATERIELS ET OUTILLAGES.....	224 427,35 €
MATERIELS DE BUREAU ET INFORMATIQUES.....	246 611,01 €
MOBILIER.....	33 358,92 €
CHEVAUX.....	11 050,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>1 411 962,86 €</b>

#### 5.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant des amortissements au début de l'exercice	Augmentations dotations aux amortissements	Diminutions amortissements afférents aux éléments sortis	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	346 929	27 559		374 488
Constructions	19 549 127	1 083 881	759 086	19 873 922
Installations générales, agencements et aménagements des constructions	3 528 292	217 646	121 983	3 623 955
Matériels et outillages	5 000 359	340 390	183 671	5 157 079
Agencements et installations	2 394 408	110 211		2 504 619
Matériel de transport	252 461	32 460		284 921
Matériel de bureau et informatique	2 025 760	637 336	246 189	2 416 907
Mobilier	2 165 666	134 581	33 359	2 266 888
<b>Totaux</b>	<b>35 263 004</b>	<b>2 584 064</b>	<b>1 344 288</b>	<b>36 502 780</b>

#### 5.1.2.1 Modalités d'amortissements

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Logiciels	Linéaire	3 et 5 ans
Constructions	Linéaire	5, 8, 10, 15 & 20 ans
Lot A : Gros Œuvres	Linéaire	50 ans
Lot B : Couverture, menuiseries extérieures	Linéaire	30 ans
Lot C : Chauffage, plomberie, électricité, ventilation	Linéaire	20 ans
Lot D : Aménagements intérieurs	Linéaire	15 et 20 ans
Agencements et installations	Linéaire	3 à 30 ans selon la nature de l'immobilisa
Matériel et outillage	Linéaire	3 à 30 ans selon la nature de l'immobilisa.
Matériel de transport	Linéaire	5, 8 et 10 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	3 et 5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	3,5 et 10 ans

#### 5.1.3 Informations relatives aux filiales et participations

Société	Capitaux propres	% capital détenu	Date du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos
<b>E.U.R.L GENECH CONSEIL</b>	<b>72 453 €</b>	<b>100 %</b>	<b>31 / 08 / 2022</b>	<b>39 630 €</b>
<b>S.C.I D'ENGRAIN</b>	<b>1.957.586 €</b>	<b>70,30 %</b>	<b>31 / 12 / 2021</b>	<b>38 198 €</b>

## **Actif circulant**

### **5.1.4 Stocks et en cours**

Les stocks d'approvisionnements sont évalués selon la méthode FIFO.

#### **5.1.4.1 Echéance des créances – Provisions pour Dépréciations**

L'exigibilité de toutes les créances de l'actif circulant est inférieure à un an.

Tableau détaillé des provisions pour dépréciation d'actifs :

Elément d'actif	Provisions au début de l'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant des provisions à la fin de l'exercice
<b>1) <u>Actifs immobilisés</u></b>				
- Titres de participations	18 531	0	18 531	0
- Créances participatives	8 532	0	0	8 532
<b>Sous total 1</b>	<b>27 063</b>	<b>0</b>	<b>18 531</b>	<b>8 532</b>
<b>2) <u>Actifs circulants</u></b>				
- Client	335 547	379 415	112 134	602 828
- Autres créances	5 000	0	0	5 000
<b>Sous total 2</b>	<b>340 547</b>	<b>379 415</b>	<b>112 134</b>	<b>607 828</b>
<b>Totaux</b>	<b>367 610</b>	<b>379 415</b>	<b>130 665</b>	<b>616 360</b>

Provision pour dépréciation des créances clients :

La méthode utilisée pour calculer la provision pour dépréciation des créances clients est la suivante :

100% des créances N-1 sont passés en provision pour les Apprentis et FI,  
50% pour les comptes 41C

Concernant les créances CFA (OPCO) le montant de la provision s'élève à 176 k€, soit 100% du montant des créances antérieures au 31/08/2021 pour les UFA de Lesquin et Bavay.

Les conventions de gestion signées avec les autres UFA, prévoient que le risque de recouvrement est supporté par elles même.

#### 5.1.4.2 Charges constatées d'avance et écart de conversion actif

Désignation	Détail	Total
<u>Charges</u>		
Locations	28 836	
Maintenances	46 244	
Catalogues et imprimés	4 601	
Fournitures	117 358	
Taxe foncière	36 621	
Cotisations	46 808	
Abonnements	6 480	
Téléphone	2 452	
Assurances	49 148	
Publicité	2 977	
Visite de classe	3 900	
Divers - Bavay	9 643	
<u>486000 Charges constatées d'avance</u>		<b><u>355 068</u></b>

## 5.2 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

### 5.2.1 *Tableau de variation des Fonds propres*

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

	solde à nouveau 01/09/2021	Augmentation	Diminution	Solde au 31/08/2022
<b><u>Fonds propres sans droit de reprise</u></b>				
APPORT SANS DROIT DE REPRISE	88 545			88 545
APPORT SANS DROIT DE REPRISE BAVAY	513 543			513 543
SUBV. INVESTIS/BIENS N.R ETAT	0			0
SUBV. INVESTIS/BIENS N.R REGION	0			0
SUBV. INVESTIS/BIENS N.R DEPARTEMNT	0			0
SUBV. INVESTIS/BIENS N.R AUTRES	0			0
<b><u>Fonds Propres avec droit de reprise</u></b>				
APPORT AVEC DROIT DE REPRISE	999 762			999 762
<b><u>Réserves</u></b>				
RESERVES POUR INVESTISSEMENTS	653 946		11 370	642 576
RESERVE DU CFA REGIONAL	1 440 834		233 554	1 207 280
RESERVES DE TRESORERIE	2 591 633			2 591 633
<b><u>Report à Nouveau</u></b>				
REPORT A NOUVEAU SOLDE CREDITEUR	8 161 009	1 280 926		9 441 935
RAN RECONSTIT. SUBV & PROV BAVAY	0			0
<b><u>Résultat de l'exercice</u></b>	1 036 002	1 028 820	1 280 926	783 896
-				
<b><u>Subvention d'équipement</u></b>	5 008 932	1 038 341	577 519	5 469 754
<b>Total</b>	<b>20 494 206</b>	<b>3 348 086</b>	<b>2 103 368</b>	<b>21 738 924</b>

#### 5.2.1.1 *Fonds propres sans droit de reprise*

L'apport de l'école d'horticulture sans droit de reprise pour un montant de 88.545,43 Euros auquel s'ajoute l'apport sans droit de reprise du LEAP de BAVAY pour 513 542,48 Euros

Les fonds propres sans droits de reprises représentent au 31/08/2022 un total de 602.087,91 €

#### 5.2.1.2 Fonds propres avec droits de reprise

Des fonds associatifs avec droits de reprise de 999.761,60 euros constitués par l'apport associatif du Syndicat pour la Promotion de l'enseignement Libre Agricole de la Région Nord (S.P.L.A.R.N) de 6.558 parts sociales de la S.C.I d'ENGRAIN au profit de l'Institut de Genech.

#### 5.2.2 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention. Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés.

Notre entité a choisi :

- De reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présentée au bilan

### 5.3 *Tableaux de variation des provisions pour risques et charges*

Un tableau des provisions est présenté suivant le cadre général ci-dessous, suivi d'un détail « Aménagement du cadre général » indiquant la ventilation des dotations et des reprises.

<b>Tableau des provisions pour risques et charges</b>	<b>31/08/2021</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>31/08/2022</b>
Provision pour indemnité de départ à la retraite	500 850		10 850	490 000
Provision pour risque prud'homal	100 000			100 000
Provision pour gros entretiens	21 449		21 449	0
<b>Total des provisions pour risques et charges</b>	<b>622 299</b>		<b>32 299</b>	<b>590 000</b>

— Provisions pour risques : 100 000 euros  
Ces provisions correspondent à des risques pour litiges sociaux.

1. Provision pour charges : 490 000 euros.

Ces provisions concernent :  
- les départs en retraite pour un montant de 490 000 €

### 5.4 *Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés*

Le montant des droits acquis par les salariés au titre de l'indemnité de départ à la retraite, en tenant compte d'une probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite s'élève à 490 000 euros.

Cette provision tient compte notamment des paramètres suivants :

- Age de départ en retraite prévu à 62 ans,
- Taux de charges sociales individuel par salarié, soit une moyenne de 38,4 %
- Taux de revalorisation des salaires de + 1,50 %
- Taux de calcul actuariel de 1,5 %
- Taux de turnover appliqué 6 %

## 5.5 **Dettes**

### 5.5.1 *Emprunts et autres dettes assimilés*

Rubrique	Total	A moins d'1 an	Entre 1 et 5 ans	Plus de 5 ans
Dont emprunts	11 792 514 €	1 702 768 €	4 948 424 €	5 141 322 €

Rubrique	Solde au 1/09/2021	Souscriptions	Remboursements	Solde au 31/08/2022
Dont emprunts	10 168 830 €	3 224 858 €	- 1 601 174 €	11 792 514 €

Une ligne de crédit a été souscrite auprès de la caisse d'épargne d'un montant 5.500.000,00 € sur une durée de 240 mois. Au 31/08/2022, le montant mobilisé est de 1.675.000,00 €..

#### 5.5.1.1 Partenaires - comptes courants

Le montant des fonds apportés ou laissés temporairement à la disposition de l'entité par les partenaires (associations affiliées de l'entité), s'élève à 72 139 € contre 71 743 € l'exercice précédent.

### 5.5.2 *Autres dettes*

Toutes les dettes autres que financières, sont d'échéance inférieure à un an.



## 6 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général. Produits du compte de résultat

### 6.1.1 Ventes de biens et de services

Les ventes de biens et services peuvent être ainsi détaillées :

Secteurs d'activité	Chiffre d'affaires € 2021-2022	Chiffre d'affaires € 2020-2021
Formation initiale agri	4 741 705 €	3 584 684 €
Formation initiale E.N	1 663 032 €	1 378 145 €
Centre adultes	1 011 398 €	995 752 €
C.F.A.	1 124 590 €	953 493 €
Exploitation	1 735 373 €	1 723 368 €
Total	10 276 097 €	8 635 442 €

### 6.1.2 Produits de tiers financeurs

#### 6.1.2.1 Concours publics et subventions d'exploitation

##### 6.1.2.1.1 Concours publics

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

Les concours publics comprennent :

- les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné.

#### 6.1.2.1.2 Subventions

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

#### 6.1.2.1.3 Tableau des subventions et concours publics

Nature du concours ou de la subvention	Opérateurs de compétences	Etat	Collectivités territoriales	Autres	Total
Concours publics	14 973 824 €	6 297 414 €	1 188 795 €	38 954 €	22 498 987 €
Subvention d'exploitation			560 320 €	180 725 €	741 045 €
Subvention d'investissement					
<b>Total</b>	<b>14 973 824 €</b>	<b>6 297 414 €</b>	<b>1 749 115 €</b>	<b>219 679 €</b>	<b>23 240 032 €</b>

## 6.2 Charges du compte de résultat

### 6.2.1 Salaires et traitements, charges sociales

D'autre part, le nombre de salariés rémunérés, exprimé en équivalent temps plein, a été de 241 ETP pour l'exercice 2021-2022, contre 236 ETP pour exercice précédent.

## 6.3 Résultat Financier

Le résultat financier intègre principalement les intérêts sur les emprunts souscrits.

#### **6.4**      **Résultat Exceptionnel**

Le poste « Sur opérations en capital » comprend la quote-part annuelle des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice dans la mesure où notre entité a choisi la comptabilisation des subventions d'investissement acquises dans les fonds propres et la reprise de celles-ci dans le compte de résultat au fur et à mesure de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés.

Les **produits exceptionnels** intègrent :

Sur les opérations de gestion :

- de la régularisation de la taxe sur les salaires des années 2018, 2019 et 2020 pour 64.192,00 €
- une extourne du compteur EDF cuisine pour l'exercice 2016/2017 prescrit, pour 47.484,54 €,
- de la régularisation d'une erreur de règlement sur un fournisseur de 11.254,10 €.
- de l'annulation de chèques de plus d'un an pour 3.120,52 €
- d'un écart de solde à recevoir pour le PRF 2020-2021 pour 29.232,95 €
- des règlements de frais de mises en demeures pour des créances antérieures de 708,31 €
- des règlements de créances élève et adultes antérieurement annulée pour 3.639,69 €
- des régularisations de dettes fournisseurs de plus de 5 ans pour 8.037,97 €
- des produits sur ex. antérieurs concernant des aides unique à l'emploi pour 2.433,31 €
- de la régularisation des exercices antérieurs de voyages élèves et projets PIC pour 4.784,49 €
- d'autres produits divers pour 5 239,87 €

Sur les opérations en capital :

- des produits de cessions d'immobilisation pour 55.960 €
- de la quote part de la subvention année 21-22 : 492.337,31 €
- de la quote part de la taxe d'apprentissage affectée à l'investissement : 85.181,63 €

**Soit un total de 813.606,69 €**

Les **charges exceptionnelles** intègrent :

Sur les opérations de gestion :

- des régularisations de factures de BAVAY pour 2.310,00 €
- de pénalité et amendes pour 10.147,94 €
- des charges sur ex. antérieurs concernant des aides unique à l'emploi pour 12.053,16 €
- des frais non remboursés pour l'annulation de voyages élèves en raison du COVID pour 5 092.52 €
- la régularisation de factures d'achats concernant des factures de l'exercice précédent pour 2.610,20 €
- des autres charges diverses pour 5.789,71 €

Sur les opérations en capital :

- les valeurs comptables d'actifs cédés, pour 67.675,28 €

**soit un total de 105.678,81 €.**

## **6.5 Contributions volontaires en nature du compte de résultat**

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail: bénévolat, mises à disposition de personnes;
- Des contributions en biens: dons en nature redistribués ou consommés en l'état;
- Des contributions en services: mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

Notre entité a décidé de ne pas comptabiliser les contributions volontaires en nature :

- les motifs de notre décision sont les suivantes :

Les deux conditions suivantes devant être remplies ne le sont pas :

- la nature et l'importance des contributions volontaires en nature sont des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'entité ;
- l'entité est en mesure de recenser et de valoriser les contributions volontaires en nature.

## **6.1      *Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat***

### **6.1.1.1    Honoraires des commissaires aux comptes**

—	— CAC 1
— Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	31.500 € HT

## **6.2      *Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)***

Le montant total des « *rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature* » s'est élevé à 274 107 € sur l'exercice 2021-2022.

Ce montant est en pratique communiqué ici bien que son information soit normalement prévue dans le « *compte financier* » par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative « *à l'engagement éducatif* ».

## 7 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

### 7.1 Engagements financiers donnés et reçus

Nature d'engagements	Donnés	Reçus
Garanties des emprunts	8 129 260 €	

Détail des garanties données :

Le prêt de 1.500.000 euros octroyé par la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lille pour la construction du local jus de pommes, la construction de la salle de musculation, la construction de préaux, la construction de boxes à chevaux, la construction de la fumière et le phytobac, la construction de sanitaires au restaurant scolaire, et l'acquisition de divers matériels, a fait l'objet d'une promesse d'hypothèque. Au 31 août 2022 le capital restant dû est de 357.232,86 euros.

Le prêt de 1.099.000 euros octroyé par le Crédit Mutuel du Nord de Lille pour la construction d'un bâtiment pédagogique assorti d'un amphithéâtre et d'une salle de réunion-réception en éco-construction, a fait l'objet d'une promesse d'hypothèque. Au 31 août 2022 le capital restant dû est de 556.787,36 euros.

Le prêt de 2.000.000 euros octroyé par la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord de France pour la construction d'un bâtiment pédagogique assorti d'un amphithéâtre et d'une salle de réunion-réception en éco-construction, a fait l'objet d'une promesse d'hypothèque. Au 31 août 2022, les capitaux débloqués s'élèvent à 1.500.000 euros, et le capital restant dû sur les capitaux débloqués est de 895.300,63 euros.

Le prêt de 500.000 euros octroyé par la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord de France pour la construction d'un bâtiment pédagogique assorti d'un amphithéâtre et d'une salle de réunion-réception en éco-construction, a fait l'objet d'un mandat irrévocable d'hypothèque. Au 31 août 2022, les capitaux débloqués s'élèvent à 500.000 euros, et le capital restant dû sur les capitaux débloqués est de 243.607,95 euros.

Le prêt de 2.000.000 euros octroyé par le Crédit Mutuel du Nord de Lille pour divers investissements et travaux, dont serres et tunnel de production, a fait l'objet d'une promesse d'hypothèque. Au 31 août 2022, les capitaux débloqués s'élèvent à 2.000.000 euros, et le capital restant dû sur les capitaux débloqués est de 1.003.714,05 euros.

Le prêt de 2.000.000 euros octroyé par le Crédit Mutuel du Nord de Lille pour la construction d'un bâtiment à usage de classes et d'un internat, a fait l'objet d'une promesse d'hypothèque. Au 31 août 2022, les capitaux débloqués s'élèvent à 2.000.000 euros, et le capital restant dû sur les capitaux débloqués est de 1.194.685,82 euros.

Le prêt de 2.000.000 euros octroyé par la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord de France pour la construction d'un bâtiment, a fait l'objet d'un mandat irrévocable d'hypothèque. Au 31 août 2022, les capitaux débloqués s'élèvent à 2.000.000 euros, et le capital restant dû sur les capitaux débloqués est de 1.494.187,68 euros.

Le prêt de 700.000 euros octroyé par le Crédit Mutuel du Nord de Lille pour des travaux de menuiseries, toiture et de construction et équipement de nouveaux laboratoires, a fait l'objet d'une promesse d'hypothèque. Au 31 août 2022, les capitaux débloqués s'élèvent à 700.00,00 euros, et le capital restant dû sur les capitaux débloqués est de 423.028,40 euros.

Le prêt de 1.000.000 euros octroyé par la banque postale pour des travaux divers sur des toitures fait l'objet d'une promesse d'affectation hypothécaire. Au 31 août 2022, les capitaux débloqués s'élèvent à 1.000.00,00 euros, et le capital restant dû sur les capitaux débloqués est de 798.824,97 euros.

Le prêt de 600.000 euros octroyé par le CIC Nord-Ouest pour la nouvelle laverie et chaîne de distribution pour la cantine de Genech, fait l'objet d'un nantissement du compte sur lequel sont ou seront domiciliés les remboursements du crédit. Au 31 août 2022, les capitaux débloqués s'élèvent à 600.000 euros, et le capital restant dû sur les capitaux débloqués est de 499.970,87 euros.

Le prêt de 300.000 euros octroyé par la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord de France pour le financement de travaux immobiliers divers, à savoir des préaux, a fait l'objet d'une promesse d'hypothèque. Au 31 août 2022, les capitaux débloqués s'élèvent à 300.000 euros, et le capital restant dû sur les capitaux débloqués est de 290.540,70 euros.

Le prêt de 200.000 euros octroyé par la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord de France pour le financement de travaux immobiliers divers, à savoir la rénovation des sanitaires de l'internat, a fait l'objet d'une promesse d'hypothèque. Au 31 août 2022, les capitaux débloqués s'élèvent à 200.000 euros, et le capital restant dû sur les capitaux débloqués est de 190.240,24 euros.

Le prêt de 5.500.000 euros octroyé par la Caisse d'Epargne Hauts de France pour le financement de la construction d'un bâtiment LEARNING LAB CENTER, d'un pôle cheval CFA et de la rénovation des sanitaires, a fait l'objet d'une promesse d'hypothèque. Au 31 août 2022, les capitaux débloqués s'élèvent à 1.675.326,22 euros, et le capital restant dû sur les capitaux débloqués est de 1.675.326,22 euros.